

EL SALVADOR

Entre pauvreté et violence

La pauvreté, l'inégalité croissante et une culture de la violence menacent la sécurité humaine des salvadoriens. Les actes et les omissions du Gouvernement, loin de protéger les populations dans la situation critique actuelle, ont aggravé leur insécurité. Les mesures prises par la société civile sont toujours fragmentées et n'ont pas réussi à inverser l'inefficacité du gouvernement.

Contrôle Citoyen El Salvador¹

Rosío Villatoro Pineda / Ana Murcia / Armando Pérez Salazar
Jeannette Alvarado / Mario Antonio Paniagua

Les obstacles à la sécurité humaine²

La sécurité humaine signifie le respect pour chaque droit humain, y compris l'accès à la nourriture, aux soins de santé, à l'éducation et aux services de base ; un environnement sain, et aussi des garanties contre la violence et la discrimination. Cependant, il existe toute une série d'obstacles empêchant une grande partie de la population de jouir de cette sécurité. Dans ce rapport, nous analysons les aspects que nous considérons comme les plus importants pour le pays.

La menace économique

La population salvadorienne est de 6 millions d'habitants, dont près de la moitié sont pauvres, un facteur qui limite leurs chances d'accès à une vie digne et bien remplie, et constitue le principal obstacle à la sécurité humaine.

Selon le Rapport sur le Développement Humain El Salvador, 2003³, sur chaque 100 habitants, au moins 43 sont encore pauvres, et 19 vivent dans la pauvreté absolue. La situation est pire en milieu rural où 65,8% des habitants sont pauvres et 29,1% vivent dans la pauvreté absolue. Dans 33,6% des foyers pauvres, les femmes sont les chefs de famille.

Le rapport reconnaît également que la pauvreté s'est accrue et que sa quantification n'est pas correcte, étant donnée qu'elle est basée sur des suppositions qui ne sont plus valides. Par exemple, il est supposé que le coût du panier élargi des besoins essentiels est deux fois celui du panier de vivres de base, bien que les prix de certains éléments du premier (logement, éducation, électricité) aient plus que doublé ces dernières années. Si les prix étaient mis à jour, le segment de la population classé comme pauvre serait certainement plus large.

Le secteur productif n'a pas été en mesure de générer des emplois ou des salaires pour couvrir les besoins de base de la population. Les données officielles sur l'emploi suggèrent une idée plutôt fautive lorsqu'elles montrent que 94% de la population active ont un emploi. En réalité, 30% des personnes employées n'ont pas d'emploi stable et gagnent leur vie dans le

¹ Contrôle Citoyen El Salvador: Asociación de Mujeres por la Dignidad y la Vida (LAS DIGNAS) ; Asociación Maquilishuatl (FUMA) ; Acción para la Salud en El Salvador (APSAL) ; Asociación Comité de Familiares de Víctimas de Violaciones a los Derechos Humanos de El Salvador (CODEFAM) ; Asociación intersectorial para el Desarrollo Económico y el Progreso Social (CIDEP).

² Les auteurs remercient César Villalona, chercheur et économiste, et Roxana Martel, chercheuse et journaliste, pour leur précieuse collaboration.

³ Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). *Informe sobre Desarrollo Humano El Salvador 2003. Desafíos y opciones en tiempos de globalización*. San Salvador : PNUD 2003.

secteur informel où leurs gains constituent simplement un revenu de subsistance. Autrement dit, 40% de la population ont des problèmes d'emploi.

En raison de la stagnation dans le secteur agricole et de l'absence de politiques visant à développer les zones rurales, le chômage a surtout affecté la population paysanne. « Les travailleurs du secteur agricole qui, en 1991, représentaient 35,8% de l'ensemble de la population active occupée, ne représentaient en août 2001 que 21,8% de l'emploi total »⁴.

Cependant, le chômage et le sous-emploi ne sont pas les seuls facteurs générant la pauvreté. En milieu urbain, le salaire minimum dans le secteur du commerce et des services est de 158 USD par mois ; dans l'industrie, il est de 155 USD, et dans l'industrie textile et vestimentaire, où se concentre la main-d'œuvre féminine, il est de 151 USD. Avec un tel niveau de revenu, une famille de cinq personnes peut tout juste acheter le panier de vivres de base (à peu près 129 USD), mais ne peut pas payer l'éducation, les soins de santé, le logement et les services de base.

En milieu rural, la situation est encore plus grave, étant donné que le salaire minimum (74 USD par mois) ne suffit même pas pour couvrir le coût du panier de vivres de base, et que les taux de chômage sont élevés. Cela explique pourquoi le segment de la population vivant dans la pauvreté absolue est concentré en milieu rural.

La précarité de la qualité de vie des salvadoriens, hommes et femmes, est directement liée aux écarts des revenus. « En 1992, les 20% de ménages les plus riches du pays recevaient 54,5% du revenu national, tandis que les 20% les plus pauvres en recevaient 3,2%. Dix ans plus tard, la part du revenu national revenant aux 20% les plus riches avait augmenté à 58% et celle des 20% les plus pauvres avait baissé à 2,4% »⁵. Le gouvernement a été critiqué pour ses mesures économiques qui favorisent une concentration excessive des richesses aux mains d'une poignée de familles⁶.

Des hypothèses erronées

L'action du gouvernement en vue de l'éradication de la pauvreté a été inadéquate. Sa principale stratégie visait à atteindre la croissance économique et à augmenter l'investissement étranger qui, selon ses prévisions, allait générer de l'emploi et le bien-être social. Cette théorie s'est avérée fautive. « A partir de 1996, El Salvador a enregistré un ralentissement de la croissance qui s'est intensifié dans la période 2000-2002 où le PIB par habitant est resté stagnant »⁷. De plus, l'investissement étranger a été à petite échelle et de mauvaise qualité, parce que basé sur la manufacture légère de type maquila. L'insécurité humaine (l'absence de système juridique rationnel, la criminalité, etc.) constitue également un facteur de réticence des entreprises à investir.

Ce sont les envois de fonds des immigrés salvadoriens aux Etats-Unis à leurs familles qui ont permis à l'économie nationale de rester à flot. Selon la Banque centrale de réserves, en 2003, on a enregistré un chiffre record de 2 105,3 millions de USD d'envois de fonds. L'on estime que les familles bénéficiant de ce système reçoivent plus de 200 USD par mois. Les envois de fonds représentent actuellement 14% du PIB. L'exportation de main-d'œuvre à bon

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

⁶ « Un nouveau groupe oligarchique est né ; son côté visible apparaît dans le contrôle qu'exercent quelques familles sur le système financier. Si nous parlons de groupe oligarchique, c'est assurément parce que ces familles contrôlent aussi d'autres secteurs importants de l'activité économique, tels que l'industrie, le commerce, l'agriculture, les transports, la construction, etc. ». Paniagua, Carlos. « El bloque empresarial hegemónico salvadoreño ». Estudios Centroamericanos (ECA) 645-648. San Salvador: Universidad Centroamericana José León Cañas (UCA), juillet-août 2002.

⁷ PNUD, *op cit.*

marché est donc profitable pour le gouvernement, raison pour laquelle il a commencé à promouvoir ouvertement cette pratique.

Une autre stratégie du gouvernement a été l'augmentation des dépenses sociales. Bien que les dépenses sociales publiques totales (sécurité sociale y compris) aient augmenté de 5,5% du PIB en 1994 à environ 8% du PIB en 2002, elles continuent d'être parmi les plus faibles en Amérique latine. Le manque d'accès généralisé aux services de base est la preuve de la rareté de l'investissement. Parmi les personnes âgées de 15 ans et plus, 18% sont illettrées. La sécurité sociale exclut pratiquement toute la population rurale, et 24% des ménages n'ont pas l'eau courante.

Une autre initiative du gouvernement pour éradiquer la pauvreté dans le pays consiste à souscrire aux traités commerciaux, dont le plus important est l'Accord de libre-échange (ALE) avec les Etats-Unis. Cependant, la situation d'autres pays tels que le Canada et le Mexique (10 ans après la mise en œuvre de leurs ALE avec les Etats-Unis) soulève quelques préoccupations quant aux résultats de la libéralisation des échanges. Alors que les Etats-Unis proposent un traité qui non seulement permet le libre-accès à ses produits mais lui donne le contrôle sur les services publics et les ressources naturelles de la région, les pays de l'Amérique centrale peuvent simplement aspirer à obtenir des conditions de libre-échange pour leurs produits, en particulier l'artisanat local et les produits agricoles, dont le marché potentiel ne serait autre que les centraméricains vivant aux Etats-Unis.

Les principales organisations qui s'opposent à ces traités ont souligné que ceux-ci n'ont pas été inspirés par les intérêts des populations, ni conçus à cet effet, mais visent à garantir aux grandes entreprises locales des alliances profitables avec les sociétés transnationales. Il y a des raisons de penser que les théories gouvernementales concernant l'ALE vont s'avérer fausses.

La culture de la violence

La violence qui a sévi ces 10 dernières années constitue un deuxième obstacle à la sécurité humaine dans le pays.

La criminalité, l'incapacité des systèmes judiciaire et policier à y faire face, ainsi que l'obtention facile d'armes sont certains des facteurs qui ont mené à l'intensification et à l'institutionnalisation de la violence. Le taux annuel d'homicides à El Salvador est de 53 pour 100 000 habitants⁸. Selon le registre officiel du ministère public (FGR), 3 163 personnes ont été assassinées en 2003, soit une moyenne de 9 homicides par jour.

Cependant, la criminalité est un type de violence parmi d'autres. La violence sociale est également en hausse, en particulier la violence à l'égard des femmes dans les sphères publique, sociale et domestique. Selon la police nationale civile (PNC), en 2001, la moitié des homicides liés aux armes à feu (47,8%) ont été classés comme violence sociale.

La capacité de la PNC et du FGR à enquêter sur les crimes a toujours été sujette à caution. Selon des données du Conseil national de sécurité publique, en 1996 et 1997, les niveaux d'efficacité de la police dans la résolution de cas d'homicides atteignaient à peine 6% et 8%, respectivement. Sur l'ensemble des assignations présentées par le FGR aux Juges de Paix, seuls 54% ont réussi à passer la phase d'instruction. De 1998 à 2000, il y a eu 4 700 agressions sexuelles signalées (la grande majorité contre des femmes et des enfants), mais seuls 2,8% des cas ont été portés devant les tribunaux et 1,4% se sont soldés par des condamnations.

⁸ *El Mundo*, 22 décembre 2003, p. 3.

Cette inefficacité du FGR et de la police a favorisé la corruption et l'impunité. Selon des données de Transparency International (2003), parmi les 133 pays évalués et notés de 0 (fortement corrompus) à 10 (très propre), El Salvador se classe 59^e, avec 3,7.

Au Salvador, il y a environ 450 000 armes à feu (pour l'essentiel illégales) détenues par des civils. Cela a évidemment augmenté le taux d'homicides au niveau national. Selon la PNC, en 2000, 7 vols sur 10 et 7 homicides sur 10 ont été perpétrés avec des armes à feu. De surcroît, l'enquête nationale sur les attitudes et les normes concernant la violence et les armes à feu montre que près de 14% des personnes ayant déclaré qu'elles possédaient une arme à feu et qui ont été victimes de vol ont été blessées, tandis que chez les personnes victimes de vol et ne possédant pas d'arme à feu, seules 7,4% ont été blessées.

Le plan main ferme (Mano Dura)

Le gouvernement devrait consolider une culture de la paix, en promouvant des mesures préventives, appliquant la justice avec efficacité et s'occupant des victimes de la violence. Or, il n'y a pas de politique étatique dans ce domaine, et plutôt que d'être préventives, les actions ont été répressives. A preuve, la Loi sur les armes à feu, autorisant aux citoyens le port d'armes pour se défendre contre les délinquants, étant donné l'incompétence de la PNC. Cette loi a été défendue par la Présidence tout comme par les principaux partis de droite à l'assemblée législative.

Les mesures les plus récentes contre la violence ont été le vote de la Loi anti-gang et la mise en application du Plan main ferme (*Mano Dura*), dont l'objectif est de combattre les activités criminelles des gangs. Outre qu'elle est inutile (la plupart des infractions qu'elle couvre l'étant déjà dans le Code Pénal et dans la Loi contre la délinquance juvénile), cette loi est également inconstitutionnelle, en ce sens qu'elle enfreint les droits fondamentaux comme la présomption d'innocence. Des plans gouvernementaux similaires ont été votés contre les gangs ou *maras* dans d'autres pays d'Amérique centrale (le Plan *Escoba* au Guatemala et le Plan *Libertad Azul* au Honduras). Comme il a été indiqué, le dénominateur commun de ces mesures, c'est qu'elles font partie d'une stratégie de campagne électorale : « Au Salvador, le Plan *Mano Dura* qui est garanti par le parti au pouvoir est un élément central de la tentative d'attirer des voix au cours des élections de l'année prochaine ». L'actuel Président du Honduras, Ricardo Maduro, a basé sa campagne électorale sur une politique de tolérance zéro contre le crime »⁹.

Le contrôle de la société civile

La société civile a entrepris des projets de développement visant à fournir aux communautés les plus défavorisées des services que le gouvernement n'est pas en mesure de leur procurer, tels que les soins de santé, le logement, l'éducation, l'eau sous conduite, l'équité entre les sexes, etc. Mais ses stratégies ont également visé à renforcer le contrôle social.

Il y a eu des protestations organisées contre la privatisation des services de santé et pour une réforme intégrale du système sanitaire (1998-2003). Ce mouvement a coordonné les activités d'un bon nombre d'organisations civiles et a offert aux citoyens l'occasion d'exprimer leurs besoins ; il a également réussi à stopper provisoirement le processus de privatisation des services de base promu par le gouvernement.

La stratégie de contrôle social a été renforcée au milieu des années 1990, lorsqu'un groupe assez important d'organisations sociales a été invité à prendre part au Sommet mondial pour le développement social et à la IV^e conférence mondiale sur les femmes. Après ces sommets,

⁹ Proceso. « Un vistazo centroamericano a los planes gubernamentales para la represión de las pandillas ». I et II. San Salvador : Universidad Centroamericana José Simeón Cañas (UCA), 2003.

la tâche principale de la société civile était de veiller à ce que les gouvernements tiennent les engagements qu'ils avaient souscrits. Jusqu'à présent, l'action de la société civile a été fragmentée, et ses revendications n'ont pas réussi à influencer sur les décisions gouvernementales.

En 2000, les dirigeants mondiaux ont de nouveau pris l'engagement de réaliser une série d'objectifs : éradiquer la faim et la pauvreté d'ici à 2015. Le suivi par les organisations de la société civile sera indispensable, si l'on veut atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement qui promeuvent la pleine jouissance de la sécurité humaine dans le pays.

Références

Cruz, José Miguel et Luis Gonzáles. «De la guerra al delito : evolución de la violencia en El Salvador ». Dans : *Asalto al desarrollo : Violencia en América Latina*. Washington, DC : Banque interaméricaine de développement, 2000.

Dirección General de Estadísticas y Censos. « Multi-purpose Homes Survey ». San Salvador: Ministerio de Economía, 2002.

Gonzáles, Luis et Roxana Martel. *Pobreza y sociedad civil : El caso de El Salvador*. 2003.

Moreno, Raúl. *El Tratado de Libre Comercio entre Estados Unidos y Centroamérica : Impactos económicos y sociales*. San Salvador : Centro para la Defensa del Consumidor (CDC), 2003.

El Diario de Hoy, 17 janvier 2004, p. 43.

Programme des Nations Unies pour le Développement. (Ed). *Ensayos. Violencia en una sociedad en transición*. San Salvador : PNUD, 2000.

Programme des Nations Unies pour le Développement. *Armas de fuego y violencia*. San Salvador : PNUD, 2003.

Programme des Nations Unies pour le Développement. *Indicadores sobre violencia en El Salvador*. San Salvador: PNUD, 2002.